



Élection de Lee Jae-myung en Corée du Sud

Des réformes internes et une certaine continuité dans la politique étrangère

Alexandre HAYM

► Points clés

- Lee Jae-myung remporte une élection présidentielle anticipée sous tension, dans un contexte de crise politique majeure provoquée par la tentative d'imposition de la loi martiale par son prédécesseur Yoon Suk-yeol, en décembre 2024.
- Sur le plan intérieur, il hérite d'un pays profondément clivé, confronté à une situation économique difficile et à une natalité historiquement basse.
- En politique étrangère, Lee entend adopter une diplomatie « pragmatique », arrimée à l'alliance stratégique avec les États-Unis, tout en ménageant la Chine, et en cherchant à diversifier les partenariats. Il s'agira, en outre, de poursuivre le rapprochement avec le Japon, entrepris par l'administration précédente.
- Lee se montre ouvert au dialogue avec la Corée du Nord, même si le contexte a significativement évolué depuis un an, Pyongyang ayant signé un traité d'alliance avec Moscou et lui ayant fourni soldats et munitions pour soutenir la guerre d'agression de l'Ukraine.

Introduction

Le peuple a voté. Lee Jae-myung, candidat du Parti démocrate, a remporté l'élection présidentielle six mois seulement après la destitution de son prédécesseur. Le président Yoon Suk-yeol avait tenté, le 3 décembre 2024, d'instaurer la loi martiale pour des raisons fallacieuses. Ce coup de force a provoqué une vague de protestations, aboutissant à la chute de Yoon et à son inculpation, ainsi qu'à une profonde crise politique qui paralyse la Corée du Sud depuis lors.

Lee Jae-myung a remporté le scrutin avec 49,42 % des votes, et le plus grand nombre absolu de voix (17,2 millions) qu'un candidat à la présidentielle ait jamais obtenu. Pour autant, les résultats relativement élevés des deux partis conservateurs, Pouvoir au peuple (PPP, 41,15 %) et le parti Réforme (8,34 %), montrent que le clivage progressiste-conservateur a encore de beaux jours devant lui.

Lee Jae-myung réussit ainsi un retour politique spectaculaire alors qu'il est lui-même poursuivi pour des malversations financières et électorales. Lee Jae-myung entre en politique dans les années 2000 au sein du parti qui deviendra par la suite le Parti démocrate. Il se présente à la primaire du Parti démocrate en 2017, mais s'incline face à Moon Jae-in qui remportera l'élection présidentielle. Il sera le candidat démocrate à l'élection présidentielle de 2022, mais sera battu dans un mouchoir de poche par Yoon Suk-yeol, avec 0,76 % d'avance seulement¹. Le parcours politique de Lee a été jalonné de controverses et d'affaires judiciaires, dont plusieurs accusations de corruption. Dernier rebondissement en date : le 1^{er} mai 2025, la Cour suprême coréenne a annulé la décision de la Cour d'appel ayant relaxé Lee Jae-myung dans une affaire de corruption. Son élection lui procure désormais l'immunité présidentielle, repoussant *sine die* son procès qui devait se tenir en juin 2025.

Fort de la majorité absolue remportée par le Parti démocrate aux élections législatives d'avril 2024, Lee Jae-myung dispose d'une large marge de manœuvre pour gouverner – une situation qui contraste fortement avec celle de son prédécesseur, dont le mandat avait été largement entravé par une Assemblée nationale dominée par l'opposition. Le parti conservateur de Yoon Suk-yeol, avait alors subi une défaite électorale cinglante, à la suite de la forte hausse des prix de l'alimentation, d'une série de scandales impliquant le président et son épouse, et de divisions internes. Yoon s'était alors retrouvé dans une situation de blocage, incapable de faire adopter la moindre mesure par le Parlement.

1. G. Butler et Y. Ku, « Lee Jae-myung: How Political Chaos Forged South Korea's New President », BBC News, 4 juin 2025, disponible sur : www.bbc.com.

Plusieurs défis de taille attendent Lee Jae-myung sur le plan intérieur : une société de plus en plus clivée, des difficultés économiques et un taux de natalité au plus bas. Sur le plan international, Lee Jae-myung devra naviguer entre la rivalité sino-américaine exacerbée, la stabilisation de la relation avec le Japon, et la Corée du Nord, enjeu de sécurité numéro un du pays.

Une société de plus en plus clivée

Dans son discours d'investiture, Lee Jae-myung a annoncé « mettre fin à la politique de division » et qu'il serait « un président pour tous, qui rassemble et qui sert l'ensemble de la population »². La société sud-coréenne est en effet de plus en plus fracturée. Depuis le milieu des années 2000, de nouveaux clivages politiques ont émergé, atténuant les divisions régionales traditionnelles marquées par un vote majoritairement conservateur à l'est du pays et progressiste à l'ouest³. Un clivage générationnel s'est installé, les jeunes électeurs soutenant les progressistes, et les aînés les conservateurs.

Un nouveau clivage entre les genres est également apparu, les hommes votant davantage conservateur, et les femmes davantage progressiste. Cette tendance s'est accentuée chez les jeunes avec 74 % des jeunes hommes ayant la vingtaine et moins qui ont voté pour les candidats conservateurs, alors que 58 % des femmes du même âge ont choisi Lee Jae-myung⁴.

La nouvelle administration Lee devra également faire face à une société de plus en plus défiante des institutions, en particulier dans l'électorat conservateur. En janvier 2025, la méfiance à l'égard de l'Assemblée nationale et du système judiciaire s'élevait respectivement à 85,1 % et 60,8 % chez les électeurs du PPP, contre 35,1 % et 20,7 % chez ceux du Parti démocrate. Près d'un tiers des Sud-Coréens interrogés (32,9 %) admet se méfier de la Cour constitutionnelle, 57,3 % chez les électeurs du PPP contre seulement 14,4 % chez ceux du Parti démocrate⁵.

Des défis socio-économiques urgents

Plusieurs dossiers majeurs hérités de l'administration précédente attendent Lee Jae-myung. Le ralentissement de la consommation, l'incertitude des exportations liée à la politique douanière américaine, ainsi que les prévisions de la croissance économique du

2. Lee Jae-myung (en coréen), « Discours d'investiture », 4 juin 2025.

3. Depuis les années 1960, l'industrialisation sud-coréenne a accentué les déséquilibres régionaux, créant un clivage politique géographique. Depuis 1987, les régions du Gyeongsang (sud-est), économiquement favorisées par les différents gouvernements autoritaires, votent principalement conservateur, tandis que celles du Jeolla (sud-ouest), économiquement plus délaissées, soutiennent les progressistes.

4. I. S. Chung et H. S. Kim, « Young Korean Men Shifted Even More to the Right Since Last Presidential Election », Hankyoreh, 5 juin 2025, disponible sur : <https://english.hani.co.kr>.

5. « 2025 EAI Polls on Polarization and Democracy in South Korea », East Asia Institute, 19 mars 2025, disponible sur : www.eai.or.kr.

pays abaissée de 1,5 % à 0,8 % pour 2025, ont fait de l'économie un des sujets principaux de la courte campagne présidentielle⁶. Lee a promis d'établir une « économie équitable », en permettant aux petites et moyennes entreprises de se développer et de mieux se protéger des pratiques déloyales des conglomérats (les *chaebols*), avec lesquelles elles entretiennent une relation de sous-traitance souvent asymétrique et désavantageuse. Il s'est également engagé à lutter contre la manipulation boursière *via* une politique de tolérance zéro⁷. Dès son arrivée au pouvoir, il a instauré par décret un « groupe de travail d'urgence » consacré à l'économie. La revitalisation de l'économie locale, en particulier par la mise en place de monnaies locales, est un autre un pilier de sa stratégie. Il a également annoncé se concentrer sur le développement intensif de l'intelligence artificielle (IA) pour que la Corée du Sud devienne un leader mondial en la matière.

Un autre défi de taille attend le nouveau gouvernement : la natalité. La Corée du Sud connaît le plus faible taux de natalité au monde (0,75 enfant par femme en 2024), bien loin du seuil de renouvellement des générations de 2,1 enfants par femme. Lee Jae-myung prévoit d'augmenter les aides aux jeunes parents, en combinant avantages fiscaux et création de logements sociaux destinés aux jeunes couples. Cependant, ces promesses de campagnes, qui s'inscrivent dans la continuité des politiques précédentes visant à aider financièrement les jeunes parents, risquent de ne pas produire de résultats différents. D'autres mesures plus fortes annoncées pendant la campagne, telle que la semaine de quatre jours et demi, et de 35 heures, ou la baisse du prix de l'immobilier en augmentant l'offre plutôt qu'en faisant baisser la demande et augmenter les impôts, pourraient avoir un impact plus significatif si elles étaient mises en œuvre.

Lee Jae-myung se trouve également confronté à la guerre commerciale lancée par les États-Unis. Depuis le 12 mars 2025, une surtaxe spécifique de 25 %, portée à 50 % le 4 juin, frappe les exportations sud-coréennes d'acier et d'aluminium. La Corée du Sud, quatrième fournisseur d'acier des États-Unis, en subit les effets avec une baisse de 19,3 % de ses exportations vers les États-Unis en mars 2025 par rapport à la même période l'année précédente⁸. Le secteur automobile est également visé, avec des droits de douane de 25 % entrés en vigueur le 2 avril 2025. Toutefois, ces mesures tarifaires ont été abaissées à 10 % le 8 avril pour une durée de trois mois. Cette décision offre à Séoul un répit temporaire et une fenêtre de négociation. Le 6 juin, Lee et Trump ont convenu de

Lee a promis d'établir une « économie équitable »

6. « L'économie sud-coréenne a reculé de 0,2 % au T1 comme estimé précédemment », Yonhap News Agency, 5 juin 2025, disponible sur : <https://fr.yna.co.kr>.

7. M. J. Kim, « Lee Jae-myung Expands Fair Trade Commission's Role, Targeting Chaebols and Platforms », Chosun Biz, 9 juin 2025, disponible sur : <https://biz.chosun.com>.

8. « Presidents Lee, Trump Discuss Tariff Deal in First Phone Talks », Korea, 9 juin 2025, disponible sur : www.korea.net ; E. K. Choi et S. Y. Kim, « S. Korea Faces Blow as Trump Doubles Steel, Aluminum Tariffs to 50% » *The Chosun Daily*, 1^{er} juin 2025, disponible sur : www.chosun.com.

conclure rapidement un accord, tandis que Séoul a mis en place, le 16 juin, un groupe de travail dédié aux discussions tarifaires avec les États-Unis⁹.

Un nouveau jeu d'équilibriste entre les États-Unis et la Chine

Les présidents progressistes ont généralement eu tendance à ménager davantage la Chine et à appeler à une plus grande autonomie diplomatique et à un rééquilibrage de la relation bilatérale avec les États-Unis, notamment au profit du dialogue intercoréen. Moon Jae-in s'est par exemple gardé d'adopter le vocable « Indo-Pacifique », considérant que cette notion, telle que promue par Washington, visait à contenir la Chine. Son successeur conservateur Yoon Suk-yeol a pris le parti inverse, publiant en décembre 2022 la stratégie nationale pour un « Indo-Pacifique libre, pacifique et prospère », visant à renforcer ses liens diplomatiques avec les pays de la région, notamment les États-Unis, tout en essayant de maintenir des relations économiques solides avec la Chine, qualifiée de « partenaire clé » pour la prospérité régionale¹⁰.

Dans les faits, les liens économiques entre Séoul et Pékin se sont plutôt distendus sous Yoon. En 2023, les investissements sud-coréens en Chine ont fortement baissé (de 156 à 125 milliards de dollars), avant de remonter légèrement à 133 milliards en 2024¹¹, tandis que les États-Unis sont devenus la première destination des investissements directs étrangers sud-coréens, attirant 43,7 % des flux totaux¹². La part des exportations sud-coréennes vers la Chine a continué de baisser, et les entreprises sud-coréennes cherchent désormais à diversifier leurs implantations dans des pays moins exposés politiquement¹³. De même, tandis que l'administration Moon s'était montrée réticente à tout rapprochement avec le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (QUAD) – composé des États-Unis, du Japon, de l'Australie et de l'Inde –, craignant de provoquer Pékin, Yoon a affiché publiquement sa volonté de le rejoindre.

De ce point de vue, Lee Jae-myung semble vouloir faire évoluer les positions traditionnelles de son parti en matière de politique étrangère. Pendant la campagne présidentielle, il a centré ses propositions sur l'importance de l'alliance avec les États-Unis et la présence des forces américaines en Corée du Sud. Le 18 mai, il déclarait : « Il est clair que l'alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis doit rester le fondement de notre diplomatie et de notre sécurité, et qu'elle doit être renforcée... Mais nous ne devons pas

9. J. Kim et J. Lee, « South Korea Launches Task Force on US Trade Negotiations », Reuters, 16 juin 2025, disponible sur : www.reuters.com.

10. « Strategy for a Free, Peaceful, and Prosperous Indo-Pacific Region », République de Corée du Sud, décembre 2022, disponible sur : www.mofa.go.kr.

11. « South Korea Exports to China », Trading Economics, disponible sur : <https://tradingeconomics.com>.

12. B. Kim, « S. Korea's Investment in U.S. Hits 35-yr High Amid Washington's Incentives », Yonhap News Agency, 20 mai 2024, disponible sur : <https://en.yna.co.kr>.

13. R. P. Pardo, « South Korea Has More Leverage over China than You Think », *Foreign Policy*, 10 février 2025, disponible sur : <https://foreignpolicy.com>.

mettre tous nos œufs dans le même panier¹⁴. » Malgré son apparente ambivalence, cette déclaration souligne la priorité accordée aux États-Unis. Lee Jae-myung a également reconnu que les troupes américaines en Corée du Sud « jouent en réalité un rôle essentiel dans la politique américaine d'endiguement de la Chine¹⁵ ». Fin mai 2025, l'hypothèse du redéploiement de 4 500 soldats vers une autre zone de l'Indo-Pacifique a été démentie par le général Xavier Brunson, commandant des forces américaines en Corée. Celui-ci a toutefois souligné la nécessité d'une « flexibilité stratégique » pour garantir la stabilité régionale, suggérant la possible mobilisation des forces américaines en Corée sur d'autres crises régionales au besoin¹⁶.

Vis-à-vis de la Chine, Lee, qui s'était montré très critique de la politique de l'administration Yoon, a tempéré son discours au cours de la campagne présidentielle, sans pour autant prendre des positions qui pourraient froisser son voisin chinois, notamment concernant le dossier sensible de Taïwan. Lee a affirmé que ce conflit ne concerne pas directement la Corée du Sud en appelant à « s'entendre avec tout le

monde¹⁷ ». De plus, il a éludé la question de la réaction sud-coréenne en cas d'invasion de Taïwan par la Chine, en répondant énigmatiquement qu'il y réfléchirait « quand les extraterrestres tenteront d'envahir la Terre¹⁸ ». Lee semble maintenant chercher à adopter une ligne plus pragmatique en évitant de prendre une position définitive sur les rivalités régionales.

Cependant, la récente montée des tensions en mer Jaune pourrait bientôt devenir un enjeu de premier plan pour la nouvelle administration. La Chine renforce sa présence,

notamment dans la zone de mesures provisoires (PMZ), espace maritime disputé avec la Corée du Sud¹⁹. Pékin y a installé trois structures présentées comme des fermes piscicoles, mais perçues par Séoul comme une tentative d'extension territoriale, en violation des accords interdisant les constructions fixes dans cette zone. Malgré les protestations sud-coréennes lors d'une réunion bilatérale en avril 2025, la Chine a refusé de les déplacer,

Lee semble chercher à adopter une ligne plus pragmatique en évitant de prendre une position définitive sur les rivalités régionales

14. A. Yeo, « What South Korea's Presidential Election Means for the US-Korea Alliance », Brookings, 3 juin 2025, disponible sur : www.brookings.edu.

15. C. Campbell, « Exclusive: Lee Jae-myung Aims to Steer South Korea Past Its Moment of Crisis and Mounting Challenges », *TIME*, 29 mai 2025, disponible sur : www.time.com.

16. Y. J. Lee (en coréen), « Le débat sur la réduction des troupes américaines en Corée ne faiblit pas...Brunson : "Tout est sujet à discussion" », *JoongAng Ilbo*, 29 mai 2025, disponible sur : www.joongang.co.kr.

17. E. J. Kim *et al.*, « U.S. Experts Voice Concerns over Lee Jae-myung's Foreign Policy Stance », *The Chosun Daily*, 16 mai 2025, disponible sur : www.chosun.com.

18. C. Campbell, « Exclusive: Lee Jae-myung Aims to Steer South Korea Past Its Moment of Crisis and Mounting Challenges », *op. cit.*

19. La PMZ est une zone maritime établie en 2000 dans le cadre de l'accord de pêche conclu entre la Corée du Sud et la Chine afin de régler un différend sur les droits de pêche.

tout en affirmant qu'aucune nouvelle installation n'était prévue pour l'instant²⁰. Cette logique d'affirmation régionale s'est encore accentuée en mai 2025, avec le déploiement du porte-avions chinois *Fujian* dans la PMZ. Officiellement qualifiée d'exercice de routine, cette manœuvre s'apparente en réalité à une démonstration de force visant à normaliser la présence militaire chinoise dans cette zone maritime contestée²¹.

Le revirement de Lee en faveur du Japon

Les présidents progressistes sud-coréens, notamment Moon Jae-in, ont traditionnellement adopté une posture très critique envers le Japon, notamment sur les contentieux mémoriels (comme les « femmes de réconfort » ou l'indemnisation des victimes du travail forcé sous l'occupation japonaise) et territoriaux (rochers de Dokdo/Takeshima). Lee Jae-myung s'est progressivement démarqué de cette ligne lors des campagnes présidentielles de 2022 et 2025, en adoptant un positionnement plus pragmatique.

Lee Jae-myung, alors gouverneur de la province du Gyeonggi, avait soutenu la décision du président démocrate Moon Jae-in d'annuler l'accord bilatéral sur la question des « femmes de réconfort » signé en 2015 sous la présidence conservatrice de Park Geun-hye²². Lee avait également participé au boycott des produits japonais lancé en 2019, arguant que cela renforçait la capacité de négociation de la Corée du Sud face à Tokyo²³. Il avait par la suite multiplié les critiques à l'encontre de l'approche jugée trop conciliante du président conservateur Yoon Suk-yeol à l'égard de Tokyo, l'accusant de porter une « diplomatie de la soumission qui porte atteinte à la fierté nationale » alors qu'il avait convoqué un sommet en mars 2023 pour résoudre le contentieux de l'indemnisation des victimes du travail forcé²⁴.

L'évolution pragmatique du positionnement de Lee face à Tokyo résulte d'une prise de conscience de l'importance du Japon pour la sécurité nationale coréenne. Lee opère progressivement une distinction entre les questions mémorielles et les enjeux de sécurité sur la péninsule. Le *General Security of Military Information Agreement* (GSOMIA), par exemple, un accord de partage de renseignement bilatéral sur la Corée du Nord, est trop important pour pâtir des contingences politiques. Lors de la campagne présidentielle de

20. S. J. Roh et D. H. Kim, « Seoul Demands Removal of Chinese Platforms in Yellow Sea; Beijing Claims They're Legal Fish Farms », *The Chosun Daily*, 25 avril 2025, disponible sur : www.chosun.com.

21. H. J. Kim (en coréen), « Le porte-avions chinois Fujian a effectué des essais en mer à la fin du mois dernier, ce qui semble indiquer que sa mise en service est imminente », *Yeonhap News*, 7 juin 2025, disponible sur : www.yna.co.kr.

22. L'accord annonçait résoudre de manière « finale et irréversible » ce contentieux et prévoyait de créer une fondation sud-coréenne financée par Tokyo à hauteur d'un milliard de yen pour soutenir les victimes.

23. J. W. Sun et J. E. Lee (en coréen), « Le gouverneur Lee Jae-myung déclare que le boycott des produits japonais par les citoyens renforce le pouvoir de négociation de l'État », *Newspim*, 27 août 2019, disponible sur : www.newspim.com.

24. M. Lee, « Main Opposition Slams Korea-Japan Summit as "Most Humiliating" Moment In Diplomacy », *Yonhap News Agency*, 17 mars 2023, disponible sur : <https://en.yna.co.kr> ; « Le chef du parti Lee Jae-myung s'oppose à la diplomatie humiliante du gouvernement Yoon Suk-yeol envers le Japon. Déclaration lors de la réunion conjointe du Parti démocrate », *Parti démocrate*, 22 mars 2023, disponible sur : <https://theminjoo.kr>.

2025, Lee a invoqué une « diplomatie pragmatique », affirmant qu'il fallait « distinguer les questions du passé de celles de l'avenir » et que « l'intérêt national [primait] avant tout »²⁵.

Contrairement à Moon Jae-in, qui avait appelé successivement Washington, Pékin puis Tokyo après son élection, Lee Jae-myung a choisi de s'entretenir d'abord avec son homologue japonais, avant la Chine. Ce choix symbolique illustre son insistance accrue sur le renforcement de la coopération trilatérale Corée du Sud–États-Unis–Japon, entrepris sous la précédente administration conservatrice. En août 2023, les trois pays ont scellé lors d'un sommet trilatéral les « principes de Camp David », un pacte instaurant notamment des consultations régulières au plus haut niveau, des exercices militaires annuels et un meilleur partage d'informations.

Une insistance accrue sur le renforcement de la coopération trilatérale Corée du Sud–États-Unis–Japon

Le Japon est également un partenaire commercial clé pour la sécurité économique de la Corée du Sud, le quatrième plus important après la Chine, les États-Unis et le Vietnam. Le 9 mai 2025, un membre de l'équipe de campagne de Lee affirmait notamment que différentes propositions d'accords de libre-échange avec le Japon étaient à l'étude. De plus, l'entourage du président avait estimé possible une réponse conjointe de la Corée du Sud et du Japon à l'offre de construction navale formulée par Donald Trump, dans un contexte de rivalité croissante avec la Chine en mer²⁶. Toutefois, en l'absence de résolution sur les différends mémoriels et territoriaux, les tensions peuvent réapparaître.

La politique de main tendue au défi d'une Corée du Nord plus menaçante

Vis-à-vis de la Corée du Nord, le président Lee Jae-myung s'inscrit dans la lignée de Moon Jae-in en prônant une politique de dialogue visant à instaurer une paix durable sur la péninsule coréenne, selon un processus graduel de dénucléarisation, tout en conservant l'option des sanctions économiques si le régime nord-coréen ne respectait pas ses engagements²⁷.

La principale menace sécuritaire pour la Corée du Sud demeure la progression du programme nucléaire et balistique nord-coréen. Cet enjeu s'est aggravé depuis la signature, en juin 2024, d'un accord de partenariat stratégique global entre la Corée du

25. S. W. Lee (en coréen), « L'accord GSOMIA entre la Corée du Sud et le Japon est symbolique et important », *Yeonhap News*, 17 décembre 2021, disponible sur : www.yna.co.kr.

26. S. H. Oh *et al.* (en coréen), « Lee Jae-myung, une voie différente de celle de Moon Jae-in... "L'accord de libre-échange entre la Corée et le Japon offre de nouvelles opportunités commerciales aux entreprises coréennes" », *Maeil Kyongje*, 9 mai 2025, disponible sur : www.mk.co.kr.

27. Moon Jae-in avait défendu une approche graduelle de la dénucléarisation nord-coréenne, fondée sur le dialogue et les concessions mutuelles. À chaque étape de désarmement de la part de Pyongyang, Séoul offrait des contreparties, qu'elles soient économiques, diplomatiques ou sécuritaires, dans le but d'instaurer un climat de confiance durable sur la péninsule.

Nord et la Russie, qui comprend une clause « d'aide militaire immédiate » réciproque²⁸. Concrètement, la Corée du Nord a fourni à la Russie plus de 14 000 soldats, des missiles balistiques et des millions d'obus pour soutenir la guerre d'agression de l'Ukraine. En retour, Moscou a livré à Pyongyang des systèmes de défense aérienne *Pantsir*, des technologies de brouillage électronique et un soutien technique en matière de système de guidage de missiles balistiques²⁹. Ce rapprochement renforce considérablement le potentiel offensif nord-coréen, tant sur le plan technologique qu'opérationnel, et constitue une évolution préoccupante pour la sécurité sud-coréenne³⁰.

Les discussions entre la Corée du Nord et les États-Unis de Donald Trump pourraient reprendre, ce dernier ayant mentionné à plusieurs reprises sa bonne relation avec Kim Jong-un, et vouloir reprendre le dialogue³¹. Il a déclaré le 31 mars qu'il « ferait probablement quelque chose à un moment donné » concernant une éventuelle rencontre avec le dirigeant nord-coréen³². Cependant, à ce jour, aucune feuille de route concrète n'a été communiquée ni du côté américain, ni du côté sud-coréen.

Le débat sur le développement de l'arme nucléaire en suspend ?

Le débat sur l'acquisition par la Corée du Sud de l'arme nucléaire a été relancé en janvier 2023, lorsque Yoon a évoqué la possibilité de développer un arsenal indigène face aux progrès du programme nord-coréen et à la crainte d'un éventuel désengagement américain. Selon un sondage de février 2024, face à la progression du programme nucléaire nord-coréen, 72,8 % des Sud-Coréens se disaient favorables au développement d'un arsenal nucléaire³³. En outre, dans le contexte d'une démographie en rapide déclin et faisant pression sur les recrutements de l'armée, l'option nucléaire permettrait à la Corée du Sud de maintenir une posture dissuasive vis-à-vis du Nord. En effet, le nombre de soldats conscrits passera de 330 000 en 2020 à 186 000 d'ici 2039, nécessitant une refonte du système de conscription et de la stratégie de défense sud-coréenne³⁴.

28. « L'accord de défense mutuelle avec la Corée du Nord signé par Vladimir Poutine », France 24, 10 novembre 2024, disponible sur : www.france24.com.

29. S. Y. Kim, « Russia Has Provided N. Korea with Pantsir Air Defense System, Jammers Since Troop Deployment: Report », Yonhap News Agency, 29 mai 2025, disponible sur : <https://en.yna.co.kr>.

30. C. H. Jung et S. H. Park, « Exclusive: N. Korea's Combat Gains May Reshape East Asia's Security, Ukraine Intel Chief Warns », *The Chosun Daily*, 17 février 2025, disponible sur : www.chosun.com.

31. « Fox: Trump Says He Will Reach Out to N. Korean Leader Kim Jong-un », KBS World, 24 janvier 2025, disponible sur : <https://world.kbs.co.kr>.

32. S. J. Roh et S. H. Park, « Trump Signals Possible Talks with Kim Jong-un, Says Communication Ongoing », *The Chosun Daily*, 2 avril 2025, disponible sur : www.chosun.com.

33. « Résultats du deuxième sondage Gallup sur la perception de la crise nucléaire nord-coréenne et de la situation sécuritaire », Chey Institute for Advanced Studies, 6 février 2024, vidéo [6:52], disponible sur : www.chey.org.

34. D. Motin, « Le débat nucléaire sud-coréen : quelles implications pour la France ? », *Les Cahiers du Comité Asie-Pacifique*, n° 22, 28 novembre 2024, p. 192-199, disponible sur : www.jeunes-ihedn.org ; H. Lee et A. Haym, « Advancing into Politics: A Study on Military Professionalism, Civilian Control, and Military Reforms », *The Korean Journal of Defense Analysis*, vol. 36, n° 4, 2024, p. 475-498.

Les démocrates sont traditionnellement opposés au développement d'armes nucléaires. Lee Jae-myung ne fait pas exception sur ce point et on ne devrait pas voir d'évolution concrète sur ce dossier durant son mandat. Au mois de mars 2025, Lee avait qualifié de « fanfaronne » la possibilité émise par le gouvernement de se doter de la dissuasion nucléaire en moins d'un an, ajoutant que cette rhétorique avait contribué à l'inscription de la Corée du Sud sur la liste américaine des « pays sensibles », une décision qu'il a décrite comme un échec diplomatique majeur³⁵. Lors de son discours d'investiture le 4 juin 2025, le nouveau président sud-coréen a en effet annoncé vouloir « construire une paix sur la péninsule coréenne », car « la défense la plus certaine, est une paix qui ne nécessite aucun conflit »³⁶.

Conclusion

À peine investi, Lee doit composer avec un double impératif : composer un gouvernement qui aura la tâche de répondre aux fortes attentes économiques et sociales de la population, et s'affirmer sur la scène internationale dans un contexte régional et mondial bouleversé.

Pour son premier déplacement à l'étranger, seulement deux semaines après son élection, Lee s'est rendu au sommet du G7 à Kananaskis au Canada. La Corée du Sud n'est pas membre du G7, mais aspire à se rapprocher du groupe. Entrant de plain-pied dans la politique internationale, Lee a saisi l'opportunité de ce sommet pour s'entretenir avec de nombreux dirigeants étrangers. En particulier, il a rencontré le Premier ministre japonais Ishiba, démontrant son attachement à la relation bilatérale qu'il a qualifiée « d'inséparable³⁷ ». Le départ précipité de Donald Trump ne lui a pas permis s'entretenir avec lui, mais il a tenu des rencontres bilatérales avec le Canada, l'Inde, le Royaume-Uni, l'Australie, le Brésil, le Mexique, l'Afrique du Sud, ainsi que le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) et la présidente de la Commission européenne.

Le président Lee devrait se rendre à un autre forum multilatéral de premier plan : le sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) à La Haye les 24-25 juin, dans le cadre des discussions entre l'Alliance et ses quatre partenaires de l'Indo-Pacifique (Corée du Sud, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande). Il s'agira d'une nouvelle opportunité pour renforcer sa stature internationale et ouvrir de nouvelles voies pour la diversification des partenariats.

35. S. Y. Lee (en coréen), « Lee Jae-myung : “L'armement nucléaire est une posture défensive... Cela conduirait à la désignation du pays comme pays sensible” », Channel A, 17 mars 2025, disponible sur : <https://ichannela.com>.

36. Lee Jae-myung (en coréen), « Discours d'investiture », République de Corée du Sud, 4 juin 2025.

37. H. Yim et K. Komiya, « South Korea's Lee Cites “Inseparable” Relationship with Japan in First Summit », Reuters, 18 juin 2025, disponible sur : www.reuters.com.

Alexandre Haym est doctorant en sciences politiques à l'université Yonsei, à Séoul. Ses domaines d'intérêt sont la politique comparée, en particulier la politique coréenne et japonaise. Il est actuellement président du Club de réflexion et de recherche sur la Corée (CRRC) et éditeur à la maison d'édition L'Atelier des Cahiers.

Comment citer cette publication :

Alexandre Haym, « Élection de Lee Jae-myung en Corée du Sud. Des réformes internes et une certaine continuité dans la politique étrangère », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 20 juin 2025.

ISBN : 979-10-373-1072-9

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Le président élu Lee Jae-myung arrivant au comptage des voix à Yeouido, Séoul, Corée du Sud
– 4 juin 2025 © Sanghwan Jung/Shutterstock.com



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

